Syrie, trois conditions pour une solution politique

Jacques Fath
auteur de « Penser l'après...Essai sur la guerre, la sécurité internationale, la puissance et la paix dans le nouvel état du monde », Les éditions Arcane 17, 2015.

Le texte qui suit a été écrit au mois d'octobre 2015, avant les terribles attentats de Paris et Saint-Denis de novembre. Il ne peut donc intégrer ni les effets psychologiques et humains considérables de cette attaque terroriste inédite par son ampleur et sa portée en France, ni les conséquences politiques et militaires importantes qui ont suivi. Il garde cependant toute sa pertinence comme travail de réflexion de fond sur les causes de la crise syrienne, sur ses dimensions stratégiques globales et sur les orientations nécessaires pour commencer à dessiner un chemin d'issue possible. Le choix de bâtir une grande coalition internationale, y compris avec la Russie et l'Iran, et d'un retour à l'ONU montre des évolutions sensibles et traduit l'impasse évidente et néfaste des politiques de puissance. Ce texte conserve tout son intérêt parce qu'il constitue une approche critique et prend un recul indispensable par rapport au discours politico-médiatique général. Avec quelques petites modifications cosmétiques, il était donc utile de le rééditer dans cette publication de l'IDRP.

Avec l'intervention de la Russie, la crise syrienne est entrée dans une nouvelle phase. Les évolutions les plus récentes montrent qu'il s'agit bien d'une crise stratégique globale. Et si l'on veut bien réfléchir à ses causes réelles on constate aisément que la problématique n'est pas seulement syrienne mais plus globalement arabe.

Une crise de tout le monde arabe.

Les conséquences immédiates de la confrontation donnent une idée du caractère exceptionnel de cette crise : 240 000 victimes ; 11 millions de réfugiés et déplacés (soit environ la moitié de la population du pays), des centaines de milliers de personnes qui forcent le passage des frontières pour obtenir un droit d'asile dans quelques pays de l'Union européenne...
Les plus grandes puissances mondiales, des dizaines d'Etats, un bras de fer d'alliances politico-militaires contradictoires, une confrontation à l'arme lourde avec des blindés, des engagements aériens et maritimes... On s'est rapproché sensiblement des formes d'une vraie guerre même si l'asymétrie des forces et des moyens subsiste.

Dans un contexte aussi préoccupant, de lourdes questions se posent : jusqu'où l'extension de l'islamisme politique djihadiste et terroriste pourra-t-elle se prolonger ? Pourquoi une telle carence d'alternative ? Pourquoi une telle polarisation dans l'extrémisme, la violence et la cruauté ? Comment trouver une issue dans cette impasse tragique ? Faut-il aller chercher les causes dans ce que Pascal Bruckner appelle « une guerre impitoyable au sein de la civilisation islamique entre chiites et sunnites... » ? (débat avec R. Brauman, Le Monde 02 10 2015). Ce serait - n'en doutons pas - une façon de masquer les causes sociales et politiques de la crise, pourtant essentielles, ainsi que les évidentes responsabilités extérieures, notamment celles des puissances occidentales. Si l'origine des problèmes pouvait se réduire à ce que P. Bruckner appelle « une guerre de tous contre tous » en Libye, au Yémen, en Syrie, en Irak, en Afghanistan... alors, autant prétendre que les musulmans sont seuls responsables de ce qui leur arrive... Voilà une bien curieuse façon de comprendre la complexité des événements de l'histoire, sauf, une fois encore, à transformer celle-ci en choc des civilisations pour mieux essentialiser et stigmatiser un peuple et une religion.... Une fois encore, cela pose la lancinante question du rôle de ceux qu'on appelle des intellectuels, en tous les cas le petit nombre de ceux qui ne cessent d'obtenir les faveurs des médias dominants.

Bien sûr, les facteurs idéologiques – en l'occurence, religieux – ont une portée considérable. Ils légitiment les actions, les allégeances et les alliances... Mais la crise syrienne trouve ses origines compliquées dans l'histoire et la mémoire, dans les politiques de l'Etat, mais aussi dans les guerres occidentales, les humiliations et les dominations...c'est à dire tout ce qui fait concrètement le vécu d'un peuple face aux enjeux politiques et stratégiques qui pèsent sur son existence sociale.

L'épuisement des régimes issus de la décolonisation...

Il faut saisir cet enchevêtrement contradictoire et très diversifié des facteurs pour comprendre une crise qui n'est pas seulement syrienne. Ce que rappelle le retour à l'autoritarisme en Egypte, l'écrasement militaire du mouvement social à Bahrein, le chaos laissé par l'OTAN en Libye, l'éclatement yéménite... Un monde hier en espérance, aujourd'hui en convulsions et en effondrement. Un monde arabe où dans chacune des confrontations, les droits humains fondamentaux, l'aspiration démocratique, l'idée même d'humanité sont dramatiquement mises en question, tandis que l'État lui même, son existence en tant qu'institution de « pérénisation » du politique, est directement mis en cause.

On comprend aujourd'hui à quel point la crise prend racine dans l'épuisement des régimes issus de la décolonisation, du nationalisme arabe et du rêve panarabe qui se sont cristallisés après la seconde guerre mondiale. Les peuples ne supportent plus des pouvoirs en place incapables de leur offrir un avenir. Ils rejettent leur autoritarisme, leur violence répressive, leur corruption. Le « Parti de la résurrection arabe socialiste », ou parti Baas en Syrie, n'a pas échappé au rejet populaire puisque dès le mois de mars 2011 de grandes manifestations pacifiques pour la démocratie se sont développées dans l'ensemble du pays, comme version syrienne de ce qu'on appela le Printemps arabe. Ce mouvement fut volontairement et immédiatement réprimé par le sang dans une répression extrêmement brutale. Le régime de Bachar El Assad rechercha et obtint rapidement un affrontement militarisé qui brisa l'élan populaire en profitant aux forces politiques les plus radicales – qui sont aussi les plus réactionnaires – de l'opposition islamiste. Le processus ainsi engagé a produit un éclatement et une sévère déstabilisation du pays avec l'avancée militaire du djihadisme le plus barbare, marginalisant les autres formations en particulier celle se réclamant de la démocratie.

La suppression symbolique de la frontière syro-irakienne par l'Organisation de l'État islamique (OEI) se présenta comme une mise en cause des frontières étatiques issues du colonialisme. Il s'agissait de nourrir un discours anti-occidental radical, de légitimer des conquêtes territoriales et un pouvoir politique par une interprétation fondamentaliste et rigoriste – en réalité fanatique et approximative – de l'Islam. Un Islam prétendument de pureté et des origines… comme si cette religion du Livre n'était pas, elle aussi, une grande histoire intellectuelle et sociale. Ce fanatisme a su s'appuyer sur la force, sur la peur, sur l'instrumentalisation cynique de la désespérance sociale et de cette profonde colère populaire devant tant d'injustices, tant d'ingérence extérieures, et si peu de perspectives.

Le poids déterminant des politiques de puissance

La rhétorique anti-occidentale de l'islamisme politique n'a cependant rien d'un exercice abstrait. Elle a prise sur les immenses et légitimes ressentiments populaires quant aux guerres occidentales menées en Irak, notamment en 2003, mais aussi sur le soutien et l'impunité inacceptables dont bénéficie l'État d'Israël dans sa politique de colonisation et d'occupation militaire du territoire palestinien. On peut dire que la crise syrienne est le fruit de tout ce qui fait les dominations, les humiliations, les espoirs, les résistances et les luttes des peuples du monde arabe au 20è siècle et jusqu'aujourd'hui..

Les attentes sociales et démocratiques, l'espérance de changements politiques, l'exaspération des peuples continuent de se heurter à des régimes de dictature, des forces ultra-réactionnaires, des paroxysmes de violence et de guerre, des ingérences extérieures permanentes... C'est une impasse si étroite que le débat public témoigne quotidiennement de l'incapacité à dire quelle pourrait être la solution, qui pourrait être des partenaires crédibles - s'il y en a de possibles -, quel adversaire principal faut-il identifier... entre une dictature tortionnaire et un djihadisme criminel. En vérité, cette impasse est en grande partie l'héritage de l'impérialisme et de la domination des puissances occidentales. Il est le fruit du soutien hypocrite constant des grandes puissances aux despotismes locaux. Il est aussi le résultat de l'emprise économique, des intérêts stratégiques et énergétiques du monde capitaliste dominant. Il est enfin le bilan désastreux de ce qu'on ose encore appeler (20 ans après sa création) un « partenariat euro-méditerranéen ». Celui-ci, en effet, n'a jamais contribué, si peu que ce soit, à la solution des grands problèmes des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, en particulier le règlement tant attendu de la question de Palestine.

L'impasse n'est donc pas seulement celle des régimes arabes. Elle est aussi (et peut-être d'abord) celle que l'on doit aux puissances extérieures dominantes. L'histoire et l'actualité de leur hégémonie néo-impériale est une cause de l'effondrement en cours au Proche-Orient. L'exploitation et le commerce des hydrocarbures, les ventes d'armes, la préservation et l'extension des zones d'influence, les accords stratégiques avec Israël et des régimes arabes peu fréquentables … Tout cela continue de former le contexte et les causes réelles de la crise.

On comprend que certains - intellectuels ou pas – cherchent à désigner les contradictions entre différentes confessions musulmanes comme l'origine essentielle de la crise. Cela permet d'exonérer les politiques de puissance, les dominations d'hier et d'aujourd'hui, les alliances répréhensibles qui conduisent le droit et l'éthique à se noyer dans l'océan des intérêts financiers.

Une histoire de longue durée

Devant les cruautés de la tragédie syrienne, personne ne peut dire : on ne savait pas. C'était imprévisible... Depuis plus de 35 ans, en effet, les événements se succèdent, la crise des régimes et des sociétés arabes ne cesse de croître. Déjà, en 1979, trois faits majeurs, qui ont pesé lourd dans les évolutions du monde, auraient dû servir d'alerte, et imposer au moins une réflexion lucide et critique. Il s'agit de la révolution en Iran, de l'invasion soviétique en Afghanistan et de l'installation de Chadli Benjedid en Algérie qui mit en œuvre une politique de réformes néolibérales. C'était, en quelque sorte, l'annonce d'une progression de l'islamisme politique dans le contexte d'un rejet politique et identitaire de l'Occident et d'une crise sociale aggravée. L'assassinat de Sadate Sadate en 1981, la décennie noire des années 90 en Algérie... ont montré aussi à quel niveau d'instabilité et de violence peut conduire le mépris des aspirations démocratiques et sociales... Jusqu'à la négation même de celles-ci par des forces ultra-sectaires fanatisées.

Pourtant, les puissances occidentales ne se sont vraiment préoccupées de la crise syrienne qu'à partir du moment où l'image atroce des suppliciés décapités a franchi le seuil des médias. Et plus récemment encore, avec l'afflux massif de réfugiés créant une situation à laquelle l'Union européenne s'est montrée incapable de faire face... Sinon en cherchant à interdire l'accès au territoire européen...Mais comment empêcher d'entrer plus d'un million de personnes décidées à forcer les frontières pour échapper à la guerre et au terrorisme ?

Il fallait donc bien faire quelque chose en Syrie. Et les puissances occidentales, États-Unis en tête, ont décidé de faire – d'abord sans excès ou précipitation – ce en quoi elles prétendent exceller : des bombardements. Des bombardements contre l'OEI, en laissant la possibilité d'accords avec d'autres groupes armés... Un jeu sans grande efficacité. Au final, les bombardements de la coalition sous direction des États-Unis n'ont pas permis de faire reculer l'Organisation de l'État islamique. Les combattants équipés et formés par Washington sur des terrains voisins ont cédé avec armes et bagages aux djihadistes, quant à la réorganisation et à l'entrainement des forces armées irakiennes, elle se révèle être un échec depuis plus de dix ans dans un contexte de crise politique aiguë en Irak. C'est un fiasco stratégique.

Quand la Russie comble un vide stratégique

C'est dans cette situation que la Russie décida d'intervenir directement, elle aussi par des frappes aériennes, en installant en Syrie un dispositif militaire très substantiel. Elle se concerta avec l'Arabie Saoudite, parrain de ceux qu'elle allait bombarder, ainsi qu'avec Israël, officiellement neutre... Mais on sait que les autorités de Tel-Aviv ont choisi de faire soigner dans leurs hôpitaux des centaines de combattants djihadistes blessés pour les laisser ensuite retourner au combat... On note au passage que l'hypocrisie du discours israélien sur le terrorisme atteint des sommets.

Les puissances occidentales et l'OTAN ont d'abord émis des doutes sur les cibles frappées par la Russie en accusant Moscou de vouloir soutenir et protéger Damas plutôt que de frapper l'OEI. Elles ont ensuite dramatisé au maximum la violation de l'espace aérien turc par les avions russes. Le Secrétaire général de l'OTAN, dans le même esprit, fit semblant de s'inquiéter et de s'indigner en constatant que la Russie n'a pas choisi de coordonner ses opérations avec les Occidentaux. Ces postures alimentent la tension – elles sont faites pour cela - mais elles sont formelles. Ce que les pays de l'OTAN redoutent, en vérité, c'est la signification et les effets de l'interférence de la Russie dans le dossier politique et stratégique. Moscou veut d'abord aider Damas à reprendre, dans les régions d'Idlib et Hama, des zones prises par une coalition djihadiste et salafiste constituée il y a quelques mois grâce au soutien politique et militaire de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de la Turquie. La Russie déclare bombarder l'ensemble des organisations concernées sans masquer ni un soutien tout à fait explicite au régime de Bachar El Assad, ni la volonté d'empêcher que se brise ou s'affaiblisse l'axe Téhéran, Damas, Hezbollah. Quant à la violation de la frontière et de l'espace aérien de la Turquie, on peut estimer qu'il s'agit là d'une mise en garde directe à Ankara qui, de son côté, n'a cessé d'aider les djihadistes – y compris ceux de l'OEI – à se jouer de la frontière turco-syrienne pour attaquer le régime baasiste. Remarquons que les pays de l'OTAN sont d'ailleurs plutôt mal placés pour dénoncer une violation du droit international, eux qui bombardent en Syrie sans le moindre mandat des Nations-Unies et sans sollicitation légale.

L'enjeu réel n'est évidemment pas le respect du droit. Les puissances occidentales cherchent les moyens d'un changement de régime en Syrie. La Russie veut en revanche conserver celui-ci, probablement davantage qu'elle ne souhaite sauver Bachar El Assad à sa tête. Vladimir Poutine et d'autres dirigeants russes ont d'ailleurs plusieurs fois parlé de compromis et de réformes politiques. On est dans une confrontation de puissance de grande envergure. Les frappes de la Russie ont d'ailleurs une dimension très politique : montrer que la puissance russe est une réalité et que les États-Unis ne sont pas seuls à pouvoir intervenir sur le cours des relations internationales... Et faire ainsi la preuve que la Russie est en capacité de remplir le vide stratégique laissé par l'échec américain en Syrie. Moscou contraint Washington à négocier des canaux de communication militaires afin d'éviter des accrochages ou des accidents. Même le front ukrainien – est-ce un hasard ? - est aujourd'hui plus calme que jamais. Le cessez-le-feu tient. On peut imaginer que la Russie ne veut pas gérer deux fronts à la fois...

L'ordonnancement politico-militaire de Poutine a donc bouleversé les données du conflit... Jusqu'où ?

Les difficiles conditions d'une issue politique.

Si les frappes américaines n'ont pas réussi à faire reculer l'OEI, qu'en sera-t-il des bombardements russes ? Tout le monde comprend, surtout après l'échec de Washington, qu'une campagne aérienne ne peut à elle seule faire la décision. Les troupes djihadistes ne peuvent reculer qu'avec une offensive au sol. Des forces russes sont-elles en train de s'y engager avec l'armée syrienne et les alliés de Bachar El Assad, Iran et Hezbollah compris ? L'intervention de la Russie ouvre la possibilité d'une modification du rapport des forces, une consolidation du régime de Bachar El Assad. Mais peut-elle contribuer à une solution véritable ? Avec à la clé une défaite du djihadisme et un compromis politique sur le pouvoir à Damas ? Rien n'est moins sûr.

Ouvrir le chemin d'une solution durable suppose une autre politique et la réalisation de trois conditions.

Premièrement, il est nécessaire de trouver les moyens d'une alliance ou d'une convergence politiques qui puisse surdéterminer les intérêts et les stratégies particulières des puissances régionales. Il faut réunir des forces militaires locales dans une stratégie d'attrition – comme disent les militaires – pour être en capacité de l'emporter sur le djihadisme tout en établissant un contexte de sécurité régionale. Dans une situation de polarisation extrême des politiques d'Etat au Proche-Orient, alors que domine l'antagonisme entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, un tel objectif semble difficile à atteindre. Mais ne faut-il pas un tel effort d'ouverture, de multilatéralisme et de responsabilité collective face à la menace d'un islamisme politique surarmé, aux grandes prétentions de dominations dans le monde arabe et aux pratiques sociales confinant à la sauvagerie ? Les politiques de puissance de Washington et de Moscou offrent surtout un chemin de rivalités régionales et de risques stratégiques importants. Il faut travailler au dépassement de cette configuration que l'OEI comme les autres formations djihadistes sauraient instrumentaliser à leur profit, comme elles le font déjà.

Deuxièmement, une issue politique doit être recherchée par une concertation de tous les États aujourd'hui impliqués dans la crise, Russie et Iran compris. Un compromis de pouvoir devrait inclure toutes les forces, y compris l'armée ou une partie de celle-ci, qui veulent en finir avec les atrocités du régime. Il faut contribuer à une ouverture du champ politique en Syrie en aidant les courants politiques, les dirigeants, toutes les forces désireuses de construire une telle perspective et un avenir plus démocratique. Il ne s'agit pas de décider à la place des Syriens, de dialoguer tranquillement avec Bachar, mais de trouver des alliés, d'aider à élargir l'espace politique, à recréer de l'espoir. Nul ne dit que c'est facile, mais ne pas agir pour favoriser une transition et surmonter la crise interne serait une faute aux sérieuses conséquences pour tout le monde.
Qui peut y contribuer ? On a peine à imaginer les autorités françaises capables de dépasser leur tropisme militaro-atlantique, leur propension à privilégier les ventes d'armes et de Rafales. Mais il faut, quoi qu'il en soit, affirmer la nécessité d'un changement de la politique étrangère française, exiger un retour à l'ONU et au multilatéralisme, pousser à une action collective européenne autonome... La ligne d'intervention de la France devrait être le dépassement des confrontations de puissance, la recherche d'accords au Conseil de Sécurité, le dialogue entre l'Iran et l'Arabie Saoudite... afin d'ouvrir l'espace politique et diplomatique. Cette crise syrienne, qui est une crise de tout le monde arabe et une confrontation globale de puissance, mérite qu'on prenne la hauteur nécessaire et la détermination qui s'impose. Est-ce trop demander ?

Troisièmement, on mesure la gravité de la crise syrienne, qui touche à l'ensemble des relations internationales, qui s'ajoute au conflit ukrainien et à tous les autres. Ce cumul des dangers appelle à une forte implication citoyenne, mais aussi de toutes les autorités morales et sociales, les institutions susceptibles de peser dans la balance : le Secrétaire général de l'ONU, la Ligue arabe (à condition qu'elle trouve un accord en son sein...), les syndicats, les églises, les organisations pacifistes et de la solidarité... L'exigence immédiate d'une baisse des tensions et d'un recul des confrontations armées se fait pressante. Ceci est d'autant plus nécessaire que la possibilité d'une nouvelle grande guerre internationale ou guerre mondiale est maintenant régulièrement évoquée dans le débat public. Ce ne sont pas seulement des « prophètes » irresponsables ou de faux spécialistes qui s'expriment ainsi. Jacques Attali, dans une interview au quotidien belge Le Soir (le 12 septembre 2015) énonce que « la guerre se rapproche. C'est sûr – dit-il – elle se prépare ». Pour Laurent Fabius, interrogé sur Europe 1 (le 5 octobre 2015), il y aurait aujourd'hui des risques de confrontation militaire mondiale... Pour l'hebdomadaire L'Obs (No du 8 au 14 octobre) la question est maintenant posée : « la troisième guerre mondiale a-t-elle commencée ? » Bien sûr, nul n'affirme que le compte à rebours est enclenché, mais la thématique politique et idéologique est lancée. Que valent de telles anticipations ? Qui peut prétendre être capable de prévoir l'avenir dans une telle situation internationale ? Y-a-t-il vraiment un risque de nouveau grand conflit international ? Ou bien les crises actuelles restent-elles sous contrôle ? Anticiper ainsi la guerre mondiale, dans un contexte de rivalités de puissances, est-ce un choix de dramatisation pour diaboliser ceux qu'on veut désigner comme des adversaires stratégiques ? N'est-ce pas, précisément, courir le risque d'une exacerbation des tensions ? L'escalade dans cette crise syrienne est très problématique, mais il faut constater l'absence d'un enjeu stratégique et global mondial qui rendrait la marche à une 3è guerre mondiale inéluctable ou possible entre des alliances sous direction des États-Unis et de la Russie. Le contexte international est très différent. Il est celui d'une multiplicité compliquée de conflits, de visées stratégiques et économiques contradictoires dans des situations différenciées qui doivent beaucoup aux impasses sociales et politiques, à l'écrasement des aspirations populaires, aux effondrements institutionnels dans les pays concernés... Ce sont les causes profondes des crises qu'il faut mettre dans le débat public en montrant comment les antagonismes de puissances fabriquent des ennemis au lieu de construire des convergences d'intérêts.

Il faut sortir de l'instrumentalisation de la mouvance de l'islamisme politique et du djihadisme et contribuer en commun à répondre aux attentes démocratiques et sociales des peuples. Mais il faudrait pour cela une révolution dans la pensée stratégique et les choix politiques. C'est à dire une vraie volonté d'engager un changement dans les déterminants de l'ordre international. On en est pas encore là... Il reste que devant la précipitation des événements des inquiétudes grandissent. Et ces nouvelles formules du discours politique qui nous prédisent la guerre mondiale sont préoccupantes. Elles doivent faire l'objet d'analyses critiques et d'approches alternatives. Elles ont cependant une vertu : celle rappeler l'exigence incontournable du combat pour la paix, le désarmement, les conditions de la sécurité internationale et le règlement des conflits, la démilitarisation des relations internationales. On peut dire que tout est possible... sauf qu'on ne peut jamais gagner les batailles qu'on ne mène pas./. (09 10 2015)